

# LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 530 DU JEUDI 04 OCTOBRE 2018 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Elections 2021

## Quel autre complot se dessine ?



*Alors que tout semble baigner dans l'huile pour le Pnds Tareyya et que le pouvoir de Niamey donne l'impression de revenir à de meilleures dispositions d'esprit par rapport au processus électoral, les Nigériens, eux, ne se sont jamais interrogés autant, depuis plus d'un quart de siècle, sur ce que leur réservent les échéances électorales à venir. Leur crainte est d'autant plus justifiée qu'il y a une sorte de clair-obscur qui entoure le processus électoral. Et pour une fois, des hommes, précisément trois, vont voler la vedette aux formations politiques jusqu'ici prédominants. Mahamadou Issoufou, Mohamed Bazoum et le soldat Salou Djibo constituent le trio qui fait peur au Niger. Si Mahamadou Issoufou clame à tous vents qu'il ne modifiera pas la Constitution et qu'il ne briguera pas un autre mandat à la fin du terme légal de son mandat actuel, il n'inspire pas toutefois confiance à un grand nombre de Nigériens, y compris au sein du Pnds Tareyya. S'il joue la carte de la prolongation de mandat par «cas de force majeure» comme un certain Joseph Kabila, il n'aura ni modifier la Constitution ni briguer un autre mandat. Ce serait les circonstances objectives qui l'auraient contraint, malgré lui, à rester à la tête de l'État pour éviter toute vacance du pouvoir. Chat échaudé craint l'eau froide, dit-on.*

Commissariat au Hadj et la Oumara (COHO)

## Hadj 2018, un véritable scandale

Du rifif à l'INJS

## Kassoum Moctar, dans ce qu'il sait faire de mieux

L'ANDP Zaman Lahiya

## Après le congrès, c'est l'effritement

Seconde session ordinaire du CESOC au titre de l'année 2018

# « Une session marquée du sceau de la continuité .. »

La seconde session ordinaire du Conseil économique et social (CESOC) a ouvert ces travaux le Jeudi 27 septembre dernier. Une session qui s'est ouverte sous la présidence d'Elhadj Akoli Dawel, président par intérim de l'institution, en présence des conseillers et de plusieurs invités. Durant les 15 jours que durera cette session, les conseillers aborderont plusieurs questions d'importance capitale pour la vie de l'institution et du développement économique social et culturel du pays. En dehors des interrogations des conseillers sur certaines approches mises en œuvre par l'institution et dont les résultats n'ont toujours pas répondu aux attentes, les conseillers vont aussi discuter sur le plan d'action du CESOC. Un plan d'action qui permettra à l'institution de faire ses interventions avec cohérence et interdépendance. En outre les capacités des conseillers seront aussi renforcées deux jours durant à travers des présentations d'éminents spécialistes sur des mesures techniques et outils relatifs à l'élaboration des termes de références et des notes de cadrage ; des méthodes et techniques

d'élaboration d'un schéma d'aménagement foncier et des techniques de suivi-évaluation des politiques publiques. L'ordre du jour de cette session appelle également des communications sur des questions économiques, sociales et culturelles notamment sur les enjeux de la migration, la construction de la citoyenneté, l'organisation du sommet de l'Union Africaine, l'assainissement du climat des affaires et le partenariat public-privé.

Dans son discours d'ouverture le président Elhadj Akoli Dawel a tout d'abord indiqué que cette session est marquée par le sceau de la continuité eu égard au bon climat d'entente et de collaboration jusqu'ici observé au sein de l'institution. Elle se tient néanmoins sous le signe de l'impérieux devoir pour le CESOC d'insuffler une dynamique nouvelle à ses actions c'est pourquoi selon le président par intérim, à l'entame de ce second mandat « nous devons résolument nous interroger sur certaines approches jusqu'ici mises en œuvre dont les résultats n'ont pas toujours répondu aux attentes. Nous devons par conséquent envisager de meilleures pratiques managériales

pour la mise en œuvre d'un plan d'action quinquennal actualisé. » Le président Akoli Dawel a aussi rappelé à l'assistance quelques extraits du discours du président de la République prononcé lors de l'installation du second mandat du CESOC, le 12 Février dernier, le président de la République avait placé cette session inaugurale sous le thème de la renaissance culturelle notamment de la modernisation sociale. Il avait en l'occurrence relevé de nombreuses valeurs et contre valeurs à promouvoir et à combattre. « il avait demandé conséquemment aux conseillers du fait qu'ils soient très pénétrés des valeurs de la société nigérienne

Le président Akoli Dawel a également saisi l'occasion pour aborder certaines thématiques notamment la question de l'école nigérienne qui paraît être une préoccupation majeure d'une brillante actualité. En effet selon Elhadj Akoli Dawel « malgré , les réformes pertinentes initiées par le gouvernement et un financement conséquent, l'école nigérienne connaît encore de graves problèmes liés notam-

ment à un accroissement sensible du nombre de jeunes en âge scolaire, aux très faibles taux de réussite aux examens, aux nombreux cas de redoublement et d'exclusions et d'une manière générale à une réelle chute du niveau d'acquisition des enseignements ». Le président de l'institution en a également appelé en cette veille de rentrée scolaire, à la conscience collective de tout les partenaires de l'école, afin qu'à la différence des années précédentes, le temps scolaire ne soit perturbé cette année, par des grèves répétitives des élèves et de leur enseignants.

Pour finir El hadj Akoli Dawel a également abordé la question de la campagne agro-pastorale qui s'annonce assez prometteuses cette année. Pour le président Akoli, « en l'occurrence je voudrais réitérer mes appels aux braves producteurs ruraux pour une gestion parcimonieuses des fruits de leur dur labeur et de s'adonner aux travaux de cultures irriguées partout où les conditions s'y prêtent. **M.D**

**LA RENTRÉE GÉNÉREUSE**

**LE DÉCODEUR + LA PARABOLE**  
~~A 10 000 FCFA~~  
**5000 FCFA\***

**CANALPLUS-AFRIQUE.COM**  
**94 24 11 11**  
 COORDONNÉE D'UNE COMMUNICATION SOCIALE  
 SELON VOTRE OPÉRATEUR

**LES BOUQUETS CANAL+**

Du rifif à l'INJS

# Kassoum Moctar, dans ce qu'il sait faire de mieux

Une inspection financière récemment menée à l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) a révélé un présumé détournement de 103 millions. Un délit dont on soupçonnerait le secrétaire général et le comptable d'être les auteurs. Selon nos sources, ce dernier serait un parfait inculte en matière de comptabilité placé à ce poste à dessein. N'ayant pas gobé le rôle du directeur général dans cette inspection financière qui épingle un de ses militants, Kassoum Moctar n'a rien trouvé de mieux à faire que de signer un arrêté pour suspendre l'intéressé, pourtant nommé par décret. Et pour montrer ses muscles à ceux qui semblent ignorer qu'il fait partie de ceux qui violent impunément les lois dans ce pays, il désigne comme intérimaire le secrétaire général sur lequel pèsent les soupçons de détournement. L'affaire fait grand bruit dans les milieux des sports. Mais Kassoum Moctar n'en a cure. Il n'est pas de toute façon à son premier coup. Cité dans de

nombreuses affaires, il est accusé tantôt d'avoir fait main basse sur tel ou tel fonds, tantôt de tordre le coup aux lois. C'est le cas lorsque la villa de 50 millions du champion du monde de Taekwondo est devenue, entre ses mains, une modeste maison de campagne, d'ailleurs inachevée. C'est également le cas, récemment, lorsqu'il a été signalé dans un dossier obscur lié au village chinois qu'il aurait l'intention de céder à des promoteurs privés pour quelques centaines de millions FCFA. Selon des informations dignes de foi, Kassoum Moctar a entrepris de céder le village chinois à une société dénommée Translog pour un coût de 420 millions FCFA. L'acquéreur prendra ainsi possession du village chinois qu'il mettra en exploitation pendant une période dont Le Courrier n'a pas eu mention. Certaines sources parlent d'une agence immobilière dénommée Lallé Hattara et qui ne serait pas étrangère à Kassoum Moctar. Pourtant, le Conseil d'administration a car-



rément refusé de mettre en exploitation libre le village chinois qui accueille les athlètes ainsi que tous les acteurs du secteur sportif venant de l'intérieur du pays pour des sommes modiques. Ce n'est pas terminé. On l'accuse également d'avoir cédé, en contrepartie d'argent, plusieurs hectares du terrain réservé pour la construction d'une bibliothèque nationale.

Laudateur de Mohamed Bazoum, Kassoum Moctar a eu maille, pour la première fois,

avec la justice, dans une affaire de détournement présumé de biens sociaux lorsqu'il était maire de la ville de Maradi. Malgré les preuves accablantes contre lui, il s'en est sorti, après quelques mois d'incarcération à la maison d'arrêt de Kollo. Son parti a d'ailleurs rendu publique une déclaration pour demander la dissolution de la Halcia dont le tort est de l'avoir épingle. En somme, l'homme est un récidiviste notoire.

Affaire à suivre.

Santé :

## La situation infantile est très critique dans la région de Zinder

C'est l'association Médecins sans frontière (MSF) qui a tiré la sonnette d'alarme en indiquant que le taux de mortalité infantile dans le sud-est du pays est plus en plus inquiétant depuis quelques temps. L'ONG humanitaire souligne qu'en moyenne, 10 enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque jour à Magaria (région de Zinder). Selon Médecins sans frontières, ces enfants meurent suite à des graves formes de paludisme ou de malnutrition. Dans un communiqué, l'organisation humanitaire dit prendre présente-

ment en charge environ 730 enfants à Magaria dont 208 dans un état critique. C'est dans cette situation de désespoir que se trouvent depuis 2011 certains enfants nigériens faute de moyens. A cette situation de désespoir des familles s'ajoute également la détérioration continue du système de santé consécutive à la mauvaise gouvernance du pays. Aujourd'hui, tous les indicateurs sociaux de base sont au rouge au Niger. En tout cas, le constat ne souffre d'aucune ambiguïté, car avec l'avènement de la renaissance, le



Niger ne fait que reculer en termes d'indices de développement humain. Les citoyens ne voient que du rouge et végètent dans la

pauvreté. Pendant que, les princes au pouvoir à Niamey s'enrichissent et s'octroient le paradis terrestre avec l'argent public.

Elections 2021

# Quel autre complot se dessine ?

Alors que tout semble baigner dans l'huile pour le Pnds Tareyya et que le pouvoir de Niamey donne l'impression de revenir à de meilleurs dispositions d'esprit par rapport au processus électoral, les Nigériens, eux, ne se sont jamais interrogés autant, depuis plus d'un quart de siècle, sur ce que leur réservent les échéances électorales à venir. Leur crainte est d'autant plus justifiée qu'il y a une sorte de clair-obscur qui entoure le processus électoral. Et pour une fois, des hommes, précisément trois, vont voler la vedette aux formations politiques jusqu'ici prédominants. Mahamadou Issoufou, Mohamed Bazoum et le soldat Salou Djibo constituent le trio qui fait peur au Niger. Si Mahamadou Issoufou clame à tous vents qu'il ne modifiera pas la Constitution et qu'il ne briguera pas un autre mandat à la fin du terme légal de son mandat actuel, il n'inspire pas toutefois confiance à un grand nombre de Nigériens, y compris au sein du Pnds Tareyya. S'il joue la carte de la prolongation de mandat par « cas de force majeure » comme un certain Joseph Kabila, il n'aura ni modifier la Constitution ni briguer un autre mandat. Ce serait les circonstances objectives qui l'auraient contraint, malgré lui, à rester à la tête de l'État pour éviter toute vacance du pouvoir. Chat échaudé craint l'eau froide, dit-on. L'expérience douloureuse du Tasartché, du nom local de la prolongation de mandat que Mamadou Tandja leur a servie, il y a près de 10 ans, en lieu et place d'un message de reconnaissance et de gratitude à l'endroit du peuple nigérien, est là, vivace dans les esprits. Des signes et des prémices de cette volonté que l'on a vue chez Tandja polluent le pouvoir actuel. Outre qu'il travaille visiblement à une promotion fulgurante de son fils dans la haute sphère de l'État, Mahamadou Issoufou a également entrepris des démarches en vue de rénover le pa-

lais présidentiel à hauteur de 14 milliards FCFA. Sani Issoufou Mahamadou dit Abba est passé, en deux ans, de responsable de la communication présidentielle, avec un budget de plus d'un milliard, à directeur de Cabinet de son président de père. Une ascension fulgurante qui ne manque pas d'intriguer autour de lui. Et d'inquiéter aussi. Président du Pnds Tareyya depuis l'accession de Mahamadou Issoufou à la tête de l'État, en 2011, Mohamed Bazoum a toujours caressé le rêve de lui succéder également à la présidence de la République. Pour y arriver, il s'est défoncé, se battant sur tous les fronts, tel un forcené, pour porter l'estocade à une opposition coriace. Il a été de tous les combats, défendant becs et ongles le régime, même lorsque les arguments lui manquent cruellement. Presenti comme le candidat naturel du Pnds Tareyya, Mohamed Bazoum n'est pas pourtant à l'abri du syndrome qui, il y a un peu plus de dix ans, a fait chavirer le Niger dans un tourbillon d'incertitudes.

## **Des primaires improvisés pour recalculer Mohamed Bazoum ?**

Interrogé à maintes fois sur celui qui sera le candidat du Pnds Tareyya, Mahamadou Issoufou s'est trouvé un bel abri pour esquiver une question qui le gêne en réalité. « C'est au Pnds Tareyya de désigner son candidat », coupe-t-il, net. Ce qui n'est pas faux par ailleurs. Seulement, la démarche habituelle semble avoir changé. Contrairement aux années précédentes où c'est le Comité exécutif fédéral qui choisit le candidat du parti et convoque, dans le respect du statut du parti, un congrès d'investiture, cette fois-ci, le candidat devra faire tout un parcours de combattant avant de remporter la partie. Mahamadou Issoufou a été, cinq fois, désigné candidat du Pnds à l'élection présidentielle par le Comité exécutif du parti avant d'être investi par un congrès extraordinaire. Mohamed Bazoum n'aura



pas cette chance. Il devra se battre avec d'autres et le risque est très élevé qu'il soit battu lors de ces primaires improvisés par un lobby, au sein du Pnds, qui serait formellement contre sa candidature. Lors de la récente assemblée générale fédérale, tenue au siège du parti, le vendredi 28 septembre 2018, le président actuel du Pnds Tareyya en a pris toute la mesure. Des débats, il est ressorti essentiellement qu'il est loin de faire l'unanimité et que bon nombre de participants planchent ouvertement pour une candidature de Brigi Rafini, l'actuel Premier ministre et chef de gouvernement. Selon les confidences d'un membre du Pnds, cinq des huit régions du pays seraient contre l'investiture de Mohamed Bazoum pour la présidentielle prochaine. Ce débat, malsain au sein d'un parti politique qui a longtemps joué à camoufler ses divergences internes, a pourtant atteint des sommets incroyables.

## **Vers la mise en place d'un comité de soutien au Président Issoufou ?**

Mohamed Bazoum, confie une source du Pnds qui a requis l'anonymat, serait très amer mais aurait juré qu'il ne serait jamais le premier à dégainer. Il attend son heure, persuadé que le Président Issoufou sera obligé de sortir au grand jour et d'abattre ses cartes. Récemment, un acteur de la société civile très proche des milieux du Pnds Tareyya et défenseur

acharné du régime actuel, a publié sur les réseaux sociaux un texte qui en dit long sur les intentions de certains cercles du pouvoir. « Partant du constat des réalisations massives et des promesses tenues à l'adresse de ses concitoyens, le président de la République mérite l'attention du peuple [ ]. De jeunes cadres citoyens de toutes les régions du pays, y compris de la diaspora, ont décidé de créer un vaste mouvement citoyen qui aura comme seul objectif, de communiquer sur les progrès réalisés, internaliser ces acquis démocratiques », a-t-il écrit sur sa page Facebook, jetant le trouble, à la fois dans les rangs de l'opposition politique et de certains pans du Pnds Tareyya. Si la finalité de cette troublante initiative n'est pas déclinée dans le post, l'intention de valoriser auprès des populations nigériennes les actions de Mahamadou Issoufou à la tête de l'État suscite de vives inquiétudes. En 2006, c'est exactement comme ça que les artisans du Tasartché avaient commencé leur aventure. Alors qu'on le croyait tendre vers la sortie, Mamadou Tandja a entamé une intense communication sur ses réalisations et les chantiers ouverts. Et puis Le Président Issoufou est-il étranger à cet air déjà connu ? Nul ne le sait pour le moment. Mais ce texte, estampillé du mot « Un autre Tasartché en marche », et largement partagé sur les ré-

Commissariat au Hadj et la Oumara (COHO)

## Hadj 2018, un véritable scandale



seaux sociaux, a suscité plein de spéculations sur les intentions du Président Issoufou, l'auteur du texte ayant des atomes crochus avec l'actuel porte-parole du gouvernement, Abdourahamane Zakaria.

### Le Général Salou Djibo se-rait-il effectivement dans les startingblocks ?

Et le soldat Salou Djibo dans tout ça ? Tombeur de Mamadou Tandja en février 2010, le Général Salou Djibo n'a pas fait que mettre un terme à la dérive de Mamadou Tandja. Avec un gouvernement bourré de cadres du Pnds Tareyya, Salou Djibo, dit-on, a facilité l'accession au pouvoir de Mahamadou Issoufou. Selon les révélations faites par Hama Amadou, le chef de file de l'opposition, il y aurait un accord secret entre Salou Djibo et Mahamadou Issoufou autour d'un retour d'ascenseur du second au premier au terme de deux mandats au pouvoir. Ce secret, Hama Amadou dit le tenir de l'ancien ministre de l'Intérieur de la Transition de Salou Djibo, Cissé Ousmane, actuellement ambassadeur du Niger au Tchad. Vrai ou pas, le Général Salou Djibo a été très présent aux côtés du Président Issoufou durant ces sept années de pouvoir. Résidant à l'étranger, le Général s'est vu régulièrement invité lors des grands rendez-vous nationaux, s'affichant dans le premier cercle des invités d'honneur. Si, comme le soutient Hama Amadou, l'accord secret condamne Mahamadou Issoufou à créer les conditions d'un retour au pouvoir du Général Salou, il reste que les observateurs s'interrogent sur les modalités et les possibilités qui s'offrent au président de la République. Non seulement Salou Djibo est toujours sous le drapeau, mais il n'est pas militant du Pnds pour être adoubé comme candidat du parti par les instances habilitées à le faire. On voit mal dès lors comment un retour au pouvoir de Salou Djibo serait-il possible ? C'est une véritable quadrature du cercle ou plutôt un triangle de feu. Le Président Issoufou, qui est pratiquement pris entre le marteau et l'enclume, devra jouer très serré pour trouver la solution à une

situation des plus explosives. Dans l'hypothèse où l'affaire Salou Djibo tient la route, qui sera sacrifié ? Qui va rouler qui dans la farine ?

### Un processus électoral ban- cal et sujet à caution

Pour bon nombre d'observateurs, les risques d'une résurgence du passé sont importants et il est évident que le processus électoral en serait le détonateur. À 15 mois des élections locales ouvrant le cycle électoral des scrutins de fin de mandat, c'est l'imbroglie qui se profile à l'horizon. Selon des sources dignes de foi, dans le contexte du Niger, avec un état-civil à construire, il ne faudra pas moins de quatre années pleines pour disposer d'un fichier biométrique fiable. Les élections locales, prévues le 13 janvier 2020, ne pourront, donc, pas se tenir à date avec un fichier électoral biométrique. Si Mahamadou Issoufou en a pris solennellement l'engagement et que certains hauts responsables du régime, à l'instar de Mohamed Bazoum, ont estimé que le fichier électoral sur la base duquel, pourtant, les élections de 2016 ont été organisées, n'est pas fiable, il y a de quoi inquiéter la classe politique nigérienne. Avec quel fichier électoral faudra-t-il faire les élections ? Outre que la commission électorale accuse déjà un retard de plus de deux mois dans la mise en œuvre de son chronogramme, la mise à disposition du budget pour éviter davantage le naufrage pose problème. L'État fait face à d'énormes problèmes financiers et les partenaires extérieurs ne financent plus les élections de cours de mandat qui relèvent de la souveraineté des Etats. C'est d'ailleurs cet imbroglie qui a amené le pouvoir de Niamey à chercher une voie de sortie à travers la convocation d'une réunion du CNDP autour de la question lancinante de la révision du code électoral. « Une pure diversion tendant à noyer l'incapacité du pouvoir à organiser les élections avec un fichier biométrique fiable », souligne Soumana Sanda, un membre du bureau politique de Lumana et président régional de Niamey.

**Laboukoye**

Le hadj, un rituel que tout musulman souhaite accomplir avec ferveur et dévouement, semble devenir au Niger synonyme d'affairisme et de favoritisme abject.

Malgré les shows médiatiques tendant à prouver une satisfaction sans comme mesure de la bonne tenue du Hadj 2018. Il est regrettable de constater que l'organisateur premier du Hadj au Niger a contourné la vérité pour enfumer les Nigériens. En réalité, selon des acteurs avertis, l'organisation du Hadj au Niger, cette année, est l'une des plus médiocres de tous les temps. En tout cas, selon plusieurs acteurs, notamment des chefs d'agences et des pèlerins, le Hadj 2018 a été lamentable sur le plan organisationnel. Cela par le fait de certains Nigériens qui ont eu à afficher du mépris à l'égard des pèlerins et surtout par leur incompétence notoire sur fond de favoritisme et d'arrogance. Du reste, dans ce scandale, trois noms sont cités : le Haut Commissaire, l'intermédiaire de Max Air, le nommé Boukary Sani dit Zilly et Moustapha Kadi. Ce sont ces trois personnages qui auraient joué des rôles troubles qui ont mis les pèlerins dans des situations inconfortables au péril de la réussite de leur pèlerinage. Le sieur Zilly aurait fait embarquer dans l'avion affrété par notre pays à travers Niger Airways, une cinquantaine de pèlerins du Nigéria, laissant sur les carreaux des pèlerins nigériens à leur sort. Un acte gravissime qui mérite à tout point de vue d'être sanctionné. En ce qui concerne, Moustapha Kadi, il semble trouver un terrain favorable pour s'autoriser tout. Devenu depuis quelques temps « spécialiste » du Hadj, il a été bombardé président du comité ac-

cueil, hébergement et restauration. A ce titre, il est chargé de veiller sur la qualité de la restauration des pèlerins. Hélas, il s'était écarté de ses tâches pour laisser libre cours aux restaurateurs d'affamer les pèlerins, en observant des retards dans la distribution des repas, ou de leur servir des plats avariés. Une situation qui aurait créé de multiples problèmes, jusqu'au boycott d'un diner qui aurait été servi tard la nuit. Aux dires de nos sources, c'est ce même plat en état de décomposition qui aurait été réchauffé et qui a failli être servi le lendemain aux pèlerins. C'est pourquoi, semble-t-il, aujourd'hui, des chefs d'agence de pèlerinage auraient pris l'initiative de porter l'affaire devant les juridictions. Notamment contre Moustapha Kadi pour complicité de mise en danger de la vie d'autrui. Pour ce faire, ils auraient réuni les preuves nécessaires. Vivement alors que la vérité jaillisse pour que des sanctions puissent être prises. Cela au nom de l'Islam, notre religion. **A.S**

## LE COURRIER

Hedomadaire d'informations  
générales et de réflexion  
NIF : 17763 / S  
Tél : 96 88 74 09  
96 29 05 42

**Siège :** Quartier Terminus

E-MAIL :  
lecourrier\_niger@yahoo.fr

**Fondateur**

Ali Soumana

**Directeur de Publication**

Moussa Dodo

Impression : **GIN**

**Tirage**

**1500 Exemplaires**

# Communication du MPN kiishin kassa à la session extraordinaire du CNDP de ce jour 1er Octobre 2018.

Monsieur le Premier Ministre, Président du CNDP

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Premier Ministre, Président du CNDP vous saluer pour cette initiative que vous avez prise de convoquer cette session.

Je voudrais également saluer ici chacune et chacun d'entre nous à l'occasion de cette réunion du CNDP. C'est la première participation du MPN Kiishin kassa à une réunion de ce cadre depuis notre départ de la majorité.

Monsieur le Premier Ministre, Président du CNDP

Cela fait 17 mois que nous avons acquis la conviction que le Code Electoral et la CENI tels qu'ils ont été élaborés et composés constituent des reculs graves pour notre système électoral basé essentiellement, et ce depuis la conférence nationale, sur le consensus, le respect, l'implication et la responsabilisation de tous les acteurs politiques et de certaines couches socioprofessionnelles (les magistrats et les avocats, par exemple).

Comme nous l'avons dit dans la lettre que nous avons adressée en avril 2017, nous restons encore aujourd'hui convaincus qu'il est de la responsabilité des gouvernants et des acteurs politiques de toujours contribuer à la stabilité du pays.

Nous avons également dit que toute réforme qui n'est ni consensuelle, ni porteuse de dispositions qui renforcent la confiance, l'inclusivité et l'honnêteté du processus électoral n'est pas utile dans notre pays.

Elle pourrait même être nuisible pour notre démocratie si fragile. Les dernières modifications apportées à notre Code Électoral font partie de la catégorie des modifications qui affaiblissent la confiance des acteurs et la crédibilité de notre commission électorale.

Je voudrais ici rappeler que le principal souci de notre parti dans ce combat contre le Code électoral est de contribuer à garantir la paix et la stabilité en vue d'éviter à notre pays les crises liées aux élections.

C'est pour cela que très tôt, Monsieur le Premier Ministre, nous avons attiré votre attention sur votre responsabilité à ne pas cautionner ce genre de modifications qui brisent notre tradition électorale et qui formalisent l'exclusion de l'écrasante majorité des acteurs politiques.

Nous saluons donc cette session consacrée à la révision du Code et qui nous donne aujourd'hui entièrement raison.

Nous souhaitons surtout qu'elle soit l'occasion pour chacun de s'engager de bonne foi à créer les conditions de la révision du Code électoral, de la CENI et de la création d'un environnement véritablement démocratique et sain dans notre pays.

Monsieur le Président du CNDP,

Nous sommes venus ici de bonne foi et nous y resterons tant que nous considérons que le gouvernement et la majorité présidentielle sont sincères et intéressés par la recherche de compromis positif pour notre peuple.

Le meilleur Code que nous puissions avoir est celui qui sera issu du consensus le plus large possible. Mais au-delà de ce code, nous sommes convaincus que la prise en compte et le respect des considérations ci-après sont des nécessités incontournables pour assurer la meilleure qualité à notre climat politique, à notre démocratie et à la gouvernance dans notre pays.

Ils'agit :

1. Du respect des libertés individuelles et collectives, d'opinion, de manifestation ;
2. De la bonne gouvernance ;
3. De l'égalité des citoyens devant la loi ;
4. Du respect strict des principes démocratique et républicains ;
5. De l'accès libre et équitable aux médias d'Etat ;

6. De l'indépendance de la justice ;

7. De la neutralité de l'administration ;

8. Du respect des droits de l'opposition ;

9. Du respect strict de la séparation des pouvoirs ;

10. De la restauration du Conseil National de Dialogue Politique (CNDP) conformément au décret n°2004-30/PRN/PM du 30 janvier 2004;

11. De l'arrêt immédiat des harcèlements contre les militants de l'opposition ;

12. De la lutte contre la corruption et toutes autres malversations.

Mesdames, Messieurs,

En fondant l'espoir que cette réunion réponde à toutes ces préoccupations, je vous prie de croire en notre disponibilité au dialogue franc et constructif, mais aussi et surtout en notre détermination à continuer, au sein de l'opposition, le combat pour la démocratie, les libertés, la transparence et la bonne gouvernance dans notre pays.

**Fait à Niamey, le 1er Octobre 2018. Le Délégué du MPN kiishin kassa au CNDP.**

## La route Dosso-Béla, un véritable mouvoir pour les usagers



Aller à Gaya est devenue un véritable calvaire pour les usagers. Cette route, qui depuis la nuit des temps constitue un pont entre le Niger continental et l'Océan Atlantique, est aujourd'hui en dégradation continue. L'impraticabilité de cette route ralentit drastiquement le flux des échanges commerciaux entre notre pays et les pays côtiers. D'une grande importance stratégique pour les échanges au profond du Niger continental, cette route est aujourd'hui confrontée à une dégradation continue. Du reste, depuis quelques temps, elle est un calvaire, voire un mouvoir pour les usagers. Utiliser cette route devient de plus

en plus aujourd'hui risqué et périlleux. Sur cette route, chaque jour que Dieu fait entraîne son lot d'accidents et de deuils. Cette situation dramatique se présente au su des autorités du pays qui, apparemment, ne se donnent pas de la peine pour fournir un effort en vue de parer au plus pressé. Les autorités de Niamey semblent ignorer ce qui se passe sur cette voie dégradée et mortelle qui ressemble à un cimetière à ciel ouvert. Vivement alors que « les constructeurs » du Niger procèdent au lancement des travaux de reconstruction de cette route qui endeuille beaucoup de familles nigériennes. Nous y reviendrons !

A.S

**LE COURRIER EST MEMBRE DU :**



**URANIUMGATE**

**Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou  
Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards F CFA**

**M**ONSIEUR le Président, pour une fois, "LE COURRIER" a préféré vous interpellé, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.



Monsieur le Président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos 200 milliards FCFA ? Remarquez que la "disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale. Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de HASSOUMI MASSOUDOU. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par "LE COURRIER". Bien au contraire, HASSOUMI MASSOUDOU a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, "LE COURRIER" est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant

régulièrement des affaires qui gênent au plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le Président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taire fait de

vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le Président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le Président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance. **Alpha**

**L'ANDP Zaman Lahiya**

**Après le congrès, c'est l'effritement**

L'ANDP Zaman Lahiya, le parti de feu Moumouni Adamou Djermakoye, risque aujourd'hui de disparaître de la scène politique nigérienne. Pour cause, les responsables actuels semblent tous avoir comme mission l'anéantissement du parti au profit de leurs propos intéressés mesquins et cupides. Après le congrès contesté par une partie des militants du parti, la déchirure est aujourd'hui à son paroxysme. Tous les deux camps qui se disputent la légitimité travaillent pour se faire aimer par le Guru de la renaissance. Cela au détriment de la noblesse politique du parti et sa survie. Certains ont abandonné la sagesse du parti pour plaire aux princes qui dirigent, d'autres l'ont oublié pour se faire inviter à la mangeoire de la renaissance. Malgré, la détermination des militants soucieux de

l'avenir de leur cadre politique. Des militants qui refusent de se faire embarquer dans une aventure suicidaire qui n'aurait d'autre objectif que l'amenuisement, l'éclatement de l'ANDP Zaman Lahiya. Beaucoup de militants se disent déterminés à ne pas suivre les sirènes du ventre et de la honte. Au nom de ce principe, nombreux ont décidé de s'en aller. Ils ont décidé de quitter pour s'afficher désormais aux couleurs de Lumana Africa. En tout cas, selon des témoignages recueillis, dans le département de Dosso, réservoir électoral incontesté de l'ANDP, plusieurs militants du parti se réclament déjà de Lumana et d'autres vont à Zarimi Talkawa, un parti récemment créé par le maire de la commune urbaine de Dosso. Une situation qui risque alors de précipiter la disparition to-

tale de l'ANDP dans la région de Dosso. Cela pendant que les mercenaires politiques et autres suppôts de la renaissance, ta-

pis au sein du parti, continuent à s'entredéchirer pour le contrôle de la coquille vide.

**M.D**

**Politique**

**Un complot se trame contre le vieil Akoli Daouel**

Selon des sources dignes de foi, des conseillers du conseil économique, social et culturel (CESOC) seraient sur le point de demander le départ du vieil Akoli Daouel du CESOC. Ils l'accusent d'être partisan de l'opposition. Car ayant fusionné son parti, le PUND Salama, avec le MPN Kishin Kassa de Ibrahim Yacoubou. En tout cas, pour ces partisans de la Renaissance décidés à déloger le vieux du CESOC, aucune raison ne peut justifier aujourd'hui sa présence au sein du Conseil. Selon ces sources, il est aujourd'hui un opposant à leur

régime. C'est pourquoi, ils seraient (les renaissants) décidés à s'opposer à toute décision qu'il prendra jusqu'à son limogeage de son poste de Conseiller. Surtout que son discours à l'ouverture de la session aurait scandalisé beaucoup de conseillers qui jugent son âge très avancé pour occuper le poste de Président par intérim. Avec cette conspiration qui est en train d'être ourdie, peut-être, c'est la fin des haricots pour le vieil Daouel, un vétéran de la politique nigérienne. Nous y reviendrons.

Transport aérien

# Overland Airways enfin au Niger

**Overland Airways** continue d'étendre son réseau dans la sous-région. Après certaines capitales comme Abuja au Nigéria et Cotonou au Bénin, la compagnie privée nigériane vient de s'installer à Niamey au Niger. Overland Airways a lancé son vol inaugural Lagos-Cotonou-Niamey ce Mercredi 05 Octobre 2018 tôt le matin. La cérémonie de lancement de ce vol inaugural s'est déroulée au grand hôtel de Niamey sous la présidence du ministre des transports et de l'aviation civile, Mahamadou Karidjo, de l'ambassadeur du Nigéria au Niger, du Directeur Général de l'ANAC et du Directeur général de Overland Airways accompagné d'une forte délégation et de plusieurs autres invités, responsables d'agence de voyage et journalistes.

Dans son mot à cette occasion, le ministre Mahamadou Karidjo a tout d'abord profité de l'occasion pour féliciter et encourager les cadres de l'aviation civile en général, qui mènent depuis un certain temps une diplomatie offensive en direction des autres pays et des compagnies aériennes pour améliorer la desserte aérienne au Niger. Cela dans la perspective de l'avènement d'un aéroport international moderne digne de nom qui nécessite un grand investissement.

Le ministre Karidjo Mahamadou s'est aussi appesanti sur les relations d'amitié, de fraternité, de solidarité et de coopération mutuelle qui lient le Niger et le Nigéria. Deux pays qui partagent une frontière de plus de 1500 Km2. La pierre angulaire de tout développement reste le transport qu'il soit terrestre, flu-

vial ou aérien. c'est pourquoi le ministre des transports s'est félicité de l'arrivée au Niger de Overland Airways à qui il a souhaité la chaleureuse bienvenue, tout en l'encourageant à ouvrir d'autres vols directs entre Niamey et les autres capitales régionales.

Prenant la parole à son tour le Directeur Général de Overland Airways, capitaine Edouard Boyo, a tout d'abord souhaité la chaleureuse bienvenue à tout ceux qui ont fait le déplacement pour le lancement de ce vol inaugural pour le service des vols entre Lagos au Nigéria, Cotonou au Bénin et Niamey au Niger. Capitaine Edouard Boyo a aussi indiqué que l'arrivée de Overland Airways au Niger, « apportera à Niamey l'océan atlantique et le désert à Lagos, donc tout ceux qui ne savent pas nager doivent la prendre, puisque en deux heures de vols ils relieront ces trois grandes villes et cela très tôt le matin pour permettre à nos hommes d'affaires de faire facilement leur transaction d'affaires ». Le Directeur Général de Overland Airways a aussi présenté sa compagnie qui est aujourd'hui classée parmi les grandes compagnies aériennes du Nigéria. Overland Airways a commencé à voler au Nigéria depuis 2003 et compte 194 employés, elle est l'une des plus consistantes dans le domaine de l'aviation au Nigéria en respectant les heures de vols. Membre de l'IATA, Overland Airways est une compagnie aérienne basée à Ikeja dans l'Etat de Lagos. Sa base principale est l'aéroport international Murtala Muhammed, Ikeja, avec une plaque tournante à l'aéroport international Nandi

Azikwe à Abuja, et une flotte de 8 avions, dont 04 AT 42, 02 ATR72 et 01 Embraer ERJ-145. Cette compagnie a montré ses preuves en passant avec succès au contrôle de l'inter-nationale aviation association IATA. Elle dessert aujourd'hui diverses lignes au Nigeria, notamment Lagos, Abuja, Asaba, Jalingo, Akure, Ibadan, Ilorin et bientôt Kano, Sokoto et autres sans oublier les capitales africaines Cotonou, Niamey, N'djamena et Accra très bientôt.

Overland Airways a débuté les lignes hors du Nigeria en août dernier. Depuis le 12 août, la compagnie basée à Lagos proposera quatre vols hebdomadaires (lundi, mardi, jeudi et dimanche), suivant le trajet Lagos-Cotonou-Lomé.

En 2017, **Overland Airways**,

membre de l'IATA, a célébré le 15<sup>ème</sup> anniversaire de ses opérations aériennes au Nigeria. Elle a transporté 144.049 passagers sur les lignes intérieures en 2017.

Niamey, la capitale, est dorénavant connectée avec des vols aller-retour les mercredis et vendredis suivant le trajet Lagos-Cotonou-Niamey. Les départs de Lagos sont prévus à 19h00. Le vol retour se déroulera le lendemain (les jeudis et samedis) à 05h00 suivant le trajet Niamey-Cotonou-Lagos. Overland Airways annonce à l'endroit de ses futurs passagers du Niger que les vols commerciaux vont bientôt commencer à des tarifs très abordables pour permettre des meilleurs échanges d'affaires entre les hommes d'affaires des différents pays africains.

M.D

**TURKISH AIRLINES**

**PROMO**

*Réservez Maintenant*

**FESTIVAL DE PROMOTIONS DE TURKISH AIRLINES**

Découvrez le monde grâce aux tarifs promotionnels de Turkish Airlines.  
 Turkish Airlines vous offre un festival de promotions.  
 Réservez jusqu'au 30 Novembre 2018 pour des départs entre le 1er Septembre et le 10 Décembre.  
 Pour plus de renseignements, rendez-vous sur [turkishairlines.com](http://turkishairlines.com) ou appelez votre agence de voyages.

[TURKISHAIRLINES.COM](http://turkishairlines.com)  
 MEMBER OF ONYX AIRLINES